

**AUTEURS**

Claude TATUEBUTAGNE,  
Athanase BOPDA

# L'Ouest-Cameroun et l'héritage du maquis (1955-1971). Temps « longs », « moyens » et « courts » de la géographie d'une population de territoire terrorisé

**RÉSUMÉ**

Cette étude s'intéresse à la manière dont s'est traduite la guerre d'indépendance du Cameroun dans l'évolution et la répartition de la population et des territoires en pays Bamiléké à l'Ouest-Cameroun. Entre 1955 et 1971, cette région fait face aux turbulences des indépendances du Tiers Monde qui enflamment populations et pays. Les déplacements forcés systématiquement prônés par le pouvoir colonial et mis en application dans les camps de regroupements dans les zones troublées modifient durablement la distribution spatiale, la structure démographique et les mobilités des populations touchées. Les impacts observés traduisent plus les effets de guerre et les déplacements forcés que les périodes longues. Ce sont des secousses telluriques aux conséquences lourdes dans les vies des populations, mais plus discrètes dans certains pas de temps de l'observation statistique du nombre total des populations.

**MOTS CLÉS**

guerre, Cameroun, Bamiléké, maquis, populations, regroupements forcés

**ABSTRACT**

This study is interested in the way the war of independence of Cameroon was translated in the evolution and the distribution of the population and the territories in the Bamileke region, West Cameroon. Between 1955 and 1971, this region faced many turbulences linked to the independences in the Third World, which inflamed populations and countries. Forced displacements systematically advocated by the colonial authorities, and implemented through regrouping camps in troubled areas, durably modify the spatial distribution, the demographic structure and the mobilities of affected populations. The observed impacts reflect the effects of war and forced displacement more than the long periods. These are troubles with heavy consequences in the lives of people, but more discreet in certain time steps from the statistical observation of the total number of populations.

**KEYWORDS**

War, Cameroon, Bamiléké, Maquis, Populations, Forced regroupings

**INTRODUCTION**

Dans les pays d'Afrique en général et particulièrement ceux sous domination française, les récits de la lutte pour l'indépendance du pays moderne se sont bien opérés à des endroits et sur des territoires précis. Au Cameroun, entre 1957 et 1971, la région Bamiléké fait face aux turbulences des indépendances du Tiers Monde qui enflamment populations et pays. Engagés dans des revendications de libération de la domination coloniale, les nationalistes regroupés au sein de l'Union des populations du Cameroun (UPC) ou upécistes mènent une guerre révolutionnaire contre des forces françaises. Connaissant mieux le territoire qu'ils contrôlaient au début de la rébellion, mais sous-équipés, sans couverture aérienne et confrontés à des divisions internes, les nationalistes ont du mal à tenir tête à un groupe colonial adverse mieux équipé, disposant totalement du domaine aérien, aux objectifs clairs mais à l'affichage volontairement ambigu. Gramscien sur le long terme de l'émergence de l'État-nation, le contexte d'entre-deux alors en cours imbrique une lutte indigène entre sociétés camerounaises traditionnelles et modernes, de machiavéliques coalitions coloniales européennes déterminées à garder leur emprise impériale, et la témérité indigène non naïve d'une courageuse néo-élite africaine nationale assistée par des acteurs de gauche du côté de la métropole. L'ultra détermination des camps en présence s'est cristallisée dans une terrifiante guerre, « temps des monstres » : la terreur marquée

par la multiplication des atrocités et des exactions contre les populations civiles et les administrations, autant importées que du cru. En effet, la puissance coloniale fit venir les troupes armées de ses colonies africaines, évitant ainsi toute alliance armée-population, mobilisant d'importants moyens militaires et des techniques de lutte antiguerrilla, compensant leur minorité numérique par la violence et la terreur, comme en témoignent les rapports des opérations militaires; la tactique de la tutelle coloniale – tortures, exécutions publiques, meurtres, ratissages et surtout les regroupements forcés des populations (Dongmo, 1971; Njassep & Nganya, 2005; Kateb *et al.*, 2018) et bombardements aveugles – en fit pour longtemps un territoire terrorisé. C'est ce que de hauts-officiers, stratèges recyclés des guerres d'Indochine et d'Algérie, vont baptiser « la guerre révolutionnaire » (Deltombe *et al.*, 2016; 2017). Souvent méconnus des populations, ces techniques et équipements modernes de l'armée frappaient les esprits tout autant que leur nocivité. La démographie du nombre des lutteurs croise celle des agresseurs, des innocents, des enfants et des parents, des jeunes, des adultes et des oubliés d'un temps ou pour toujours.

Se matérialisant en maints endroits de l'Ouest-Cameroun, les confrontations participent du temps long des résistances des vieux pays à la pénétration coloniale européenne, du temps moyen des tourmentes de la guerre cachée de l'indépendance dans l'État-nation ici transplanté en Afrique, du temps court de la géographie des conséquences de « la guerre révolutionnaire » sur un Cameroun « moderne » en « chantier ». Ces impacts révèlent plus les effets de guerre et les déplacements forcés que les périodes longues. Ce sont des secousses telluriques aux conséquences lourdes dans les vies des individus (cf. la carte des populations entre 1950 et 1970), mais plus discrètes dans certains pas de temps de l'observation statistique du nombre total des populations et dans la structure démographique. Cette étude s'intéresse à la manière dont s'est traduite la guerre d'indépendance dans la répartition et l'évolution de la population et des territoires en pays Bamiléké à l'Ouest-Cameroun. Combien étaient-ils, ces habitants du pays Bamiléké, entraînés de force dans des regroupements et des déplacements forcés engendrés par les turbulences de l'indépendance du Cameroun proclamée le 1<sup>er</sup> janvier 1960? Si le dénombrement simple en catégories démographiques classiques a été effectué, l'analyse des variables traduit les profondeurs du sinistre sur le pays Bamiléké en général et à des endroits précis du territoire. L'étude exploite les données de la population de la région Bamiléké disponibles dans les archives, les recensements de la population au Cameroun et les travaux scientifiques relatifs à la thématique.

## 1. POPULATION BAMILÉKÉ ET RÉPARTITION TERRITORIALE

Le pays Bamiléké est situé au Cameroun entre le 5<sup>e</sup> et le 6<sup>e</sup> degré de latitude Nord, le 9<sup>e</sup> et le 10<sup>e</sup> degré de longitude Est. Sa superficie est d'environ 5990 km<sup>2</sup>. Sa population est passée de 464 113 habitants en 1952 à 642 683 en 1967 (Dongmo, 1971) et 1 405 650 en 2010 (INS, 2010), sans compter la population émigrée. En 1959, il est constitué d'une centaine de chefferies traditionnelles indépendantes les unes des autres et divisé en vingt districts.

Les densités sont très élevées dans la région et sont fonction des chefferies. Elles varient de 80 à plus de 350 hab./km<sup>2</sup>. Le recensement de 1976 montre que parmi les 102 chefferies que compte le pays Bamiléké, 6 ont des densités qui dépassent 350 hab./km<sup>2</sup> et 14 autres 200 hab./km<sup>2</sup>. En 2015, les départements de la région présentent encore des densités records : la Mifi (750 hab./km<sup>2</sup>), le Bamiboutos (250 hab./km<sup>2</sup>), la Menoua (207 hab./km<sup>2</sup>), alors que la moyenne nationale est de 45 hab./km<sup>2</sup>. Les fortes densités ont pour corollaire le déséquilibre entre les ressources disponibles et la population, aboutissant à un exode rural et une émigration massive.

La région Bamiléké est caractérisée par un habitat essentiellement dispersé. La cellule d'habitat correspond à la famille restreinte, une unité autonome et distincte. Chaque famille vit sur sa concession foncière. Avant la guerre d'indépendance, la population de cette région est essentiellement rurale. En 1952, la population urbaine ne représente que 3,2% de la population totale contre 14% en 1967 (Dongmo, 1971). Les regroupements forcés (1960-1967) imposés suite aux troubles et à la guerre vont modifier substantiellement cette répartition. En 2015, la population urbaine est passée à 51% (MINEPAT, 2016).

## 2. REGROUPEMENTS FORCÉS ET INCIDENCES SUR L'ÉVOLUTION DES POPULATIONS ET DES TERRITOIRES

Engagés dans des revendications de libération de la domination coloniale, les nationalistes upécistes engagent une guerre révolutionnaire qui les oppose aux forces franco-camerounaises. La région Bamiléké est cernée par l'armée franco-camerounaise (fig. 1a). Comme en Algérie, les camps de regroupement de la population civile des zones troublées sont imposés à partir 1960; ils concernent 4 681 km<sup>2</sup>, soit 76% de la superficie du pays Bamiléké et 382 507 habitants, soit 72% de la population rurale Bamiléké (Dongmo, 1971). L'objectif est de rassembler la population pour la protéger, et d'isoler les rebelles (nationalistes) afin de les éliminer plus facile-

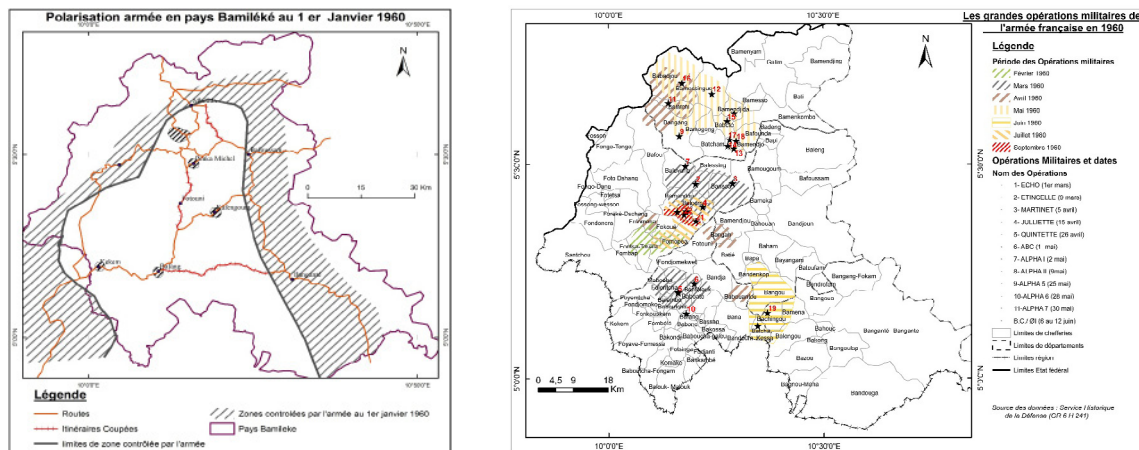
ment. Une grande majorité de la population reste hostile à l'idée du regroupement forcé. Simultanément sont aussi créés de nombreux camps de torture et d'extermination dans la région et ailleurs (Bangou, Dschang, Tcholliré, Yoko, etc.) pour les nationalistes capturés et, plus généralement, tous ceux soupçonnés d'appartenir au mouvement nationaliste. En février 1960, 56% de la population bamiléèe est considérée comme rebelle, soit 280 600 des 510 600 habitants (SDH 6H239<sup>1</sup>) avec des districts entièrement acquis aux causes nationalistes. Les autorités françaises « s'inspirent des méthodes préconisées par les colonels Lacheroy et Trinquier, apprises en Indochine et mises en application en Algérie » (Poilbout, 2015) : elles créent des postes de gendarmerie et des camps commandos dans les chefferies où le mouvement nationaliste est en plein essor et où les troubles et les agressions sont intenses. Des raids aériens, des bombardements aveugles couplés aux nombreuses opérations de ratissage et de bouclage sont orientés sur les chefferies non collaboratrices ; la destruction des villages abritant des opposants est systématique.

L'information selon laquelle les populations doivent se déplacer vers les camps n'a pas été reçue par tous ; la dispersion de l'habitat n'a pas facilité sa diffusion. Les personnes âgées et celles ayant des difficultés de mobilité ont été surprises par les bombardements. Certaines, considérées comme « rebelles » alors qu'elles n'avaient pas eu le temps de quitter leur habitat, ont été surprises par la terreur (incendie de toutes les cases et assassinat de ceux qui veulent protester). Une trentaine d'opérations militaires (Écho, Charlie, Alpha, Marinette, Étincelle, etc.) sont lancées sur tous les secteurs où les renseignements attestent la présence de « rebelles » entre mars et octobre 1960 (fig. 1b). Le napalm est répandu sur les paysans en fuite. Des villages sont totalement détruits avec ceux qui n'avaient pu les fuir.

Figure 1. Progression de l'armée française en pays Bamiléèe en 1960

1a. Polarisation armée en pays Bamiléèe au 1<sup>er</sup> janvier 1960 (Source : Service historique de la Défense (GR 6H241))

1b. Opérations militaires de l'armée française en pays Bamiléèe en 1960

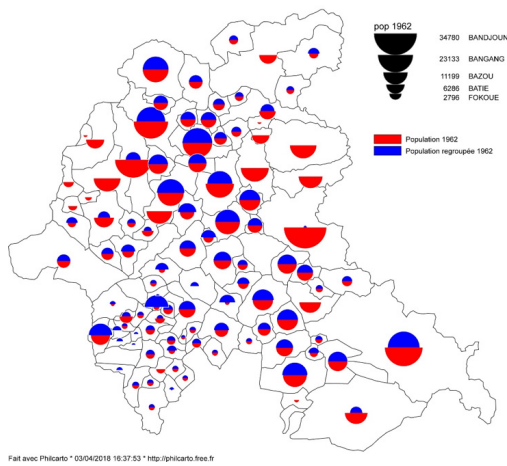


En 1962, le pays Bamiléèe compte environ 90 camps de regroupement dans les chefferies troublées (fig. 2). Certains regroupent les populations des chefferies voisines ; dans celles où la population est trop nombreuse plusieurs sous-camps sont créés. Les effectifs dans ces regroupements varient de près de 500 pour les moins peuplés (Bandjoun : 220 ; Folencha : 320 ; Fotsi : 380) à plus de 10 000 pour les plus importants (Bamendou : 14 824 ; Batcham : 17 300 ; Banganté : 19 609). Les populations y sont régulièrement victimes des attaques des nationalistes maquisards qui exigent leur retour dans les concessions d'origine. La tyrannie et la répression des belligérants sont en effet le quotidien de ces populations civiles. On enregistre de nombreux départs à la recherche d'une situation plus pacifique.

Les conditions de vie dans les lieux de regroupements sont de fait extrêmement difficiles : promiscuité, précarité de l'habitat – les abris y sont de qualité médiocre par rapport aux maisons détruites dans les concessions –, manque de ressources, maladies, etc. Les sorties sont extrêmement limitées. Un couvre-feu est imposé : toute personne rencontrée le soir hors du camp est alors considérée comme rebelle et exécutée. En 1967, on note que la population de ces lieux a considérablement diminué (fig. 3) à cause de nombreux facteurs : émigrations, conditions de vie difficile, retour à l'accalmie dans certaines chefferies. Cette diminution va continuer à être observée dans certains camps jusqu'au recensement de 1976, où la population est inférieure à celle de 1967.

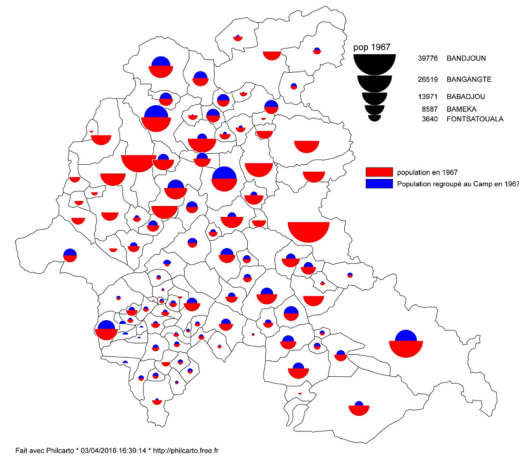
Ces regroupements et déplacements forcés sont à l'origine du déracinement des victimes et de leurs descendants, et de nombreux bouleversements dans les pratiques culturelles locales. La répartition spatiale de

1 SDH (Service historique de la Défense), carton 6H239 : Rapport de présentation.



Fait avec Phlicarto \* 03/04/2018 16:37:53 \* http://phlicarto.free.fr

Figure 2. Population totale vs population regroupée par chefferie en 1962 (Données: Dongmo, 1971)



Fait avec Phlicarto \* 03/04/2018 16:38:14 \* http://phlicarto.free.fr

Figure 3. Population totale vs population regroupée par chefferie en 1967 (Données: Dongmo, 1971)

l'habitat et de la population est profondément modifiée dans toute la région. Les concessions sont abandonnées, les cases détruites, les villages rayés de la carte, alors que de nouvelles zones d'habitation apparaissent avec les regroupements, de nouveaux centres administratifs (Bazou, Bangou, Santchou) devenus des villes. De simples carrefours sont devenus des lieux stratégiques où se développent de nombreuses activités économiques (Bangoua, Bangou Carrefour).

Depuis 1955, l'évolution de la population dans les districts de la région Bamiléké est marquée par ces troubles sanglants. Entre 1952 et 1958, les arrondissements où les troubles sont intenses, comme Bana, Kompagny et Mbouda, connaissent une évolution régressive de la population (fig. 4). Dès 1956, les troubles sanglants commencent dans la chefferie Baham et embrassent rapidement plusieurs chefferies de la région ; de nombreuses exactions (crimes, règlements de compte, vols, massacres, viols et enrôlements forcés) sont commises contre ceux qui ne soutiennent pas le mouvement nationaliste.

Figure 4. Évolution de la population dans certains arrondissements entre 1952 et 1958 (Données: Dongmo, 1971)

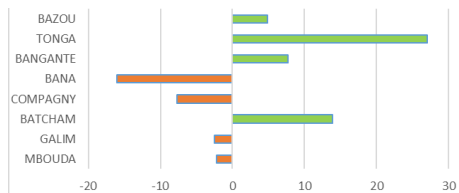
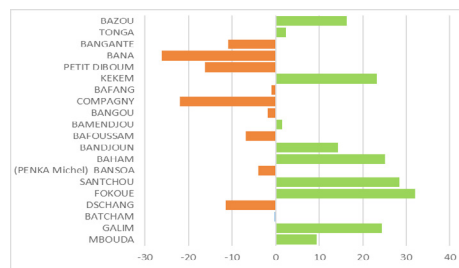


Figure 5. Évolution (%) de la population dans les arrondissements Bamiléké entre 1962 et 1967 (Données: Dongmo, 1971)



L'intensification de la guerre à partir de 1959, les regroupements forcés et les migrations de survie vont avoir pour incidences une régression de la population dans plusieurs arrondissements (fig. 5).

Le bilan humain de cette période tragique en pays Bamiléké n'a jamais été fait, notamment sur le nombre de décès. Il faut s'appuyer sur des données démographiques fiables. Dès 1959, le colonel Lambertson affirme que la région a été vidée de 50% de ses habitants. La qualifiant de génocide, Verschave (1999) avance le chiffre de 300 000 à 400 000 morts. Le bilan des archives de défense fait état d'environ 20 000 morts pour la seule année 1960 (tabl. 1), ne tenant pas compte des pertes humaines avant et après 1960, ni dans les localités voisines, ni des décès liés aux bombardements aveugles, aux raids aériens et à l'utilisation du napalm. Champaud (1983) dit à cet effet qu'il paraît impossible de chiffrer les pertes exactes en vies humaines, mais plus facile par contre d'évaluer les conséquences sur les déplacements des hommes. Il précise tout de même que les départs vers les villes et les « maquis » pour les maquisards et ceux qui fuyaient les contrôles incessants sont aussi difficiles de chiffrer.

Tableau 1. Bilan général des pertes humaines pour l'année 1960 en pays Bamiléké  
Source: SDH 6H239 Rapport de présentation

Pertes amies	Pertes totales de la population Bamiléké
614 tués dont 583 civils africains	5 000 tués au combat
615 blessés dont 530 civils africains	1 000 morts des suites de blessures
Pertes rebelles: 4 440 tués	10 000 tués dans la lutte intérieure
	5 000 morts des suites de maladie

### 3. INCIDENCES DES DÉPLACEMENTS FORCÉS ET MIGRATIONS DE SURVIE SUR LA STRUCTURE DÉMOGRAPHIQUE

L'analyse des données par sexe et par âge pour la population Bamiléké permet de voir les stigmates de la guerre d'indépendance (1955-1971) et les catégories sociales les plus affectées. En fonction des tranches d'âge et de la date du recensement, les impacts sont révélateurs d'une période dont les séquelles subsistent dans la mémoire des survivants. En effet, le profil de la pyramide des âges de la région comme celui de l'ensemble du pays sont de type pyramidal, caractéristique d'une population jeune. Mais le recensement effectué dans la région en 1965 permet d'observer un écart considérable dans la répartition par tranches d'âge et par sexe selon le lieu, particulièrement pour la population masculine (figures 6 à 9). On constate une réduction générale du sexe masculin de la tranche comprise entre 15 et 55 ans dans toute la région par rapport au sexe féminin. En effet, c'est la tranche d'âge la plus impliquée dans les combats alors que d'autres ont fui pour ne pas être enrôlés. Au niveau des zones de dénombrement, la baisse est plus criante en zone rurale et dans les camps de regroupement que dans les villes, plus paisibles parce que généralement sécurisée par l'armée tandis que le milieu rural, considéré dans la majorité des cas comme refuge des maquisards, subissait une répression aveugle.

Figure 6. Structure par sexe de la population de la zone rurale en 1965 (source : République fédérale du Cameroun, 1966)

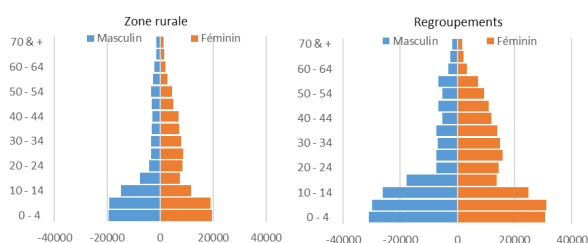


Figure 7. Structure par sexe de la population des camps de regroupement en 1965 (source : République fédérale du Cameroun, 1966)

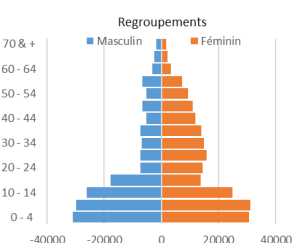


Figure 8. Structure par sexe de la population en milieu urbain en 1965 (source : République fédérale du Cameroun, 1966)

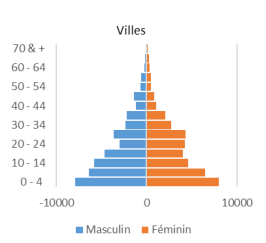


Figure 9. Structure par sexe de la population totale du pays Bamiléké en 1965 (source : République fédérale du Cameroun, 1966)

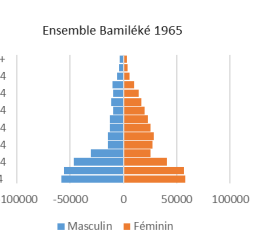


Figure 10. Structure par sexe de la population totale du pays Bamiléké en 1976

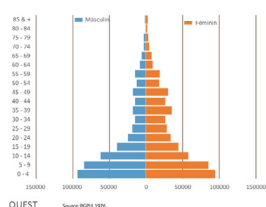
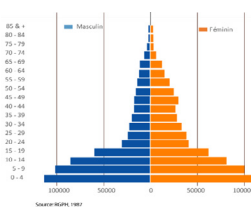


Figure 11. Structure par sexe de la population totale du pays Bamiléké en 1987



Aux recensements de la population de 1976 et 1987, les stigmates sont clairement observables sur les tranches d'âges. En 1976, les hommes représentent 45,59% de la population totale. Ceci traduit leur forte implication au combat et leur émigration massive hors de la région. Les moins de 15 ans sont dominés par le sexe masculin soit 50,26%. On note une reprise des naissances après les « années de braise » (1959-1960) signe d'un retour à l'accalmie. Les 15-59 ans sont plus fortement des femmes (59,49%). En 1987, la base de la pyramide traduit une reprise normale des naissances dans la région.

### CONCLUSION

Cette étude avait pour objectif d'étudier les conséquences de la guerre d'indépendance du Cameroun sur la répartition et l'évolution de la population en pays Bamiléké entre 1955 et 1971. Les déplacements et les regroupements forcés dans les camps, les migrations de survie hors de la région sont autant de facteurs qui ont entraîné des modifications profondes dans la répartition spatiale et au sein des tranches d'âge et par sexe. Par ailleurs, les camps de regroupement ont donné naissance à de nouveaux points de concentration humaine et parfois à des villes, combinant ainsi la terreur d'une violente reconfiguration géographique au traumatisme démographique et sociologique de milliers de morts sans deuils ni funérailles.

### RÉFÉRENCES

- Champaud J., 1983, *Villes et campagnes du Cameroun de l'Ouest*, Paris, Orstom, coll. « Mémoires », n° 98.
- Deltombe T., Domergue M., Tatsitsa J., 2016, *La guerre du Cameroun : l'invention de la Françafrique, 1948-1971*, Paris, La Découverte.
- Deltombe T., Domergue M., Tatsitsa J., 2017, *Kamerun! Une guerre cachée aux origines de la Françafrique (1948-1971)*, Paris, La Découverte.
- Dongmo J. L., 1971, *L'aménagement de l'espace rural en pays Bamiléké (Ouest-Cameroun)*, thèse de doctorat en géographie à l'Université de Lille 1.

Kateb K., Melhani N., Rebah M., 2018, *Les déracinés de Cherchell. Camps de regroupement dans la guerre d'Algérie (1954-1962)*, Paris, éd. Ined.

MINEPAT (ministère de l'Économie de la Planification et de l'Aménagement du territoire), 2016, *Élaboration du plan de zonage du territoire national du Cameroun. Rapport de la phase 1. Situation de l'occupation du territoire national.*

Njassep M., Nganya F., 2005, *L'avenir nous donnera raison. Témoignages d'anciens combattants de l'ALNK.*

Poilbout, 2015, *La stratégie française en Afrique subsaharienne pendant la Guerre froide: le rôle de l'armée de l'air, entre présence et intervention, vol. 1*, thèse de doctorat à l'Université Montpellier 3 Paul Valéry.

République fédérale du Cameroun, 1966, *La population Bamiléké et des départements limitrophes. Principaux résultats de l'enquête de 1965.*

Verschave F.-X., 1999, *La Françafrique. Le plus long scandale de la République*, Paris, Stock.

#### LES AUTEURS

**Claude Tatuebu Tagne**

Université de Yaoundé 1 (Cameroun)

Ined / UR 12

claudetagne86@gmail.com

**Athanase Bopda**

Université Le Havre Normandie

IDEES Le Havre

bopda20001@yahoo.com